



# MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE,  
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER

SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT  
ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHES

SERVICE ACHAT, INNOVATION ET LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

BUREAU DES MARCHES, DES ÉQUIPEMENTS  
ET DES MATÉRIELS

RC N°25-006  
SAILMI/SDASEM/BAM

## **RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

### **PHASE CANDIDATURES**

#### **Appel d'offre restreint**

Acquisition de cartouches de service 7,62 x 35 destinées aux services du ministère de l'intérieur

Le présent document comprend 10 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 10.

# S O M M A I R E

ARTICLE 0. INFORMATIONS DESTINEES AUX FUTURS CANDIDATS .....	3
ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2. CADRE JURIDIQUE .....	3
ARTICLE 3. CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE .....	3
ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 5. FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 7. ÉTENDUE ET QUANTITES ESTIMATIVES DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 8. ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	5
ARTICLE 9. VARIANTES .....	5
ARTICLE 10. SOUS-TRAITANCE – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CANDIDAT .....	5
10.1. Sous-traitance.....	5
10.2. Groupement d'opérateurs économiques.....	6
10.3. Moyens du candidat – Capacité du groupement.....	6
ARTICLE 11. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE .....	6
11.1. Pièces à fournir au titre de la candidature.....	6
11.1.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME).....	6
11.1.2. CANDIDATURE HORS DUME .....	6
11.2. Examen des candidatures .....	7
11.3. Condition de remise des candidatures .....	7
11.3.1. DEPOT D'UNE CANDIDATURE ELECTRONIQUE.....	7
11.3.2. COPIE DE SAUVEGARDE.....	8
11.3.3. ANTIVIRUS.....	9
11.3.4. DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES CANDIDATURES.....	9
ARTICLE 12. CONSERVATION DES PLIS .....	9
ARTICLE 13. ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9

## Article 0. INFORMATIONS DESTINEES AUX FUTURS CANDIDATS

Le présent document intitulé « Règlement de la consultation » (RC) comporte les éléments permettant de répondre à la consultation pour la phase candidature.

## Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de cartouches de service 7,62 x 35 au profit des services du ministère de l'Intérieur.

## Article 2. CADRE JURIDIQUE

L'accord-cadre, objet de cette consultation, sera soumis au code de la commande publique.

## Article 3. CONDITIONS DE MISE EN CONCURRENCE

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres restreint en application de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est régi par les dispositions de l'article R. 2161-6 à 11 du code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au JOUE, au BOAMP et sur le profil acheteur (la plateforme des achats de l'État (PLACE) de la personne publique.

- Étape 1: Appel public à la concurrence

L'appel public à la concurrence, objet du présent règlement, doit permettre de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre lors de la prochaine étape, en tenant compte des critères de sélection des candidatures présentés au présent article.

La conformité de la candidature et la capacité de chaque candidat seront appréciées grâce aux renseignements qu'il fournira dans son dossier de candidature.

Conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

- Étape 2: Offre

À l'issue de la première étape, l'administration adressera aux candidats admis à présenter une offre, le dossier de consultation composé notamment du cahier des clauses particulières, des cadres de réponse pour l'offre financière et technique, les dossiers d'évaluation, ainsi qu'un règlement de consultation rappelant les critères de choix de l'attributaire.

- Critères de sélection des candidatures :

- Un chiffre d'affaires annuel moyen minimum, sur les trois derniers exercices, de 1 million d'euros ;
- Une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre.

Le nombre de candidats admis à présenter une offre n'est pas limité.

Le pouvoir adjudicateur continuera la procédure avec les seuls candidats ainsi sélectionnés.  
En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

## **Article 4. ALLOTISSEMENT ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE**

En application de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloté.

L'accord-cadre se décompose en 2 lots :

- Lot n°1 : balle ordinaire
- Lot n°2 : balle optimisée

Les candidats peuvent soumissionner pour un seul lot ou les deux lots.

Les caractéristiques de chacun des postes sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

## **Article 5. FORME DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est mono-attributaire. L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

## **Article 6. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu pour une durée quatre (4) ans à compter de la date de sa notification.

L'accord-cadre est notifié au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

## **Article 7. ÉTENDUE ET QUANTITES ESTIMATIVES DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu sans minimum en quantité et en valeur et avec un maximum financier.

À titre indicatif, la quantité estimative pour la durée de l'accord-cadre est de l'ordre de :

LOTS	Quantités estimatives	Maximums financiers
LOT n° 1 : balle ordinaire	160 000	640 000 €
LOT n° 2 : balle optimisée	400 000	2 880 000 €

Ces quantités ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

## Article 8. ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La participation à l'appel d'offres vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et de tous les documents constitutifs de l'accord-cadre.

## Article 9. VARIANTES

Pour chacun des lots, les soumissionnaires sont autorisés à présenter des variantes.

La variante consiste à présenter une autre munition que celle proposée au titre de l'offre de base.

Les soumissionnaires ne peuvent déposer, en plus de l'offre de base, qu'au maximum une variante pour le lot n°1 et que deux variantes pour le lot n° 2.

Les offres déposées au titre de la variante doivent respecter les mêmes exigences techniques impératives que celles de l'offre de base. Elles seront évaluées suivant les mêmes critères.

Une seule candidature sera adressée pour l'offre de base et les offres avec variante.

En revanche, un dossier complet d'offre sera déposé pour chaque offre. Ainsi pour chacune des offres (offres de base et offres avec variante) seront produits un acte d'engagement, un BPU, un mémoire technique (ainsi qu'un CRT) et des échantillons distincts.

## Article 10. SOUS-TRAITANCE – GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU CANDIDAT

### 10.1. Sous-traitance

Dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, certaines parties de l'accord-cadre peuvent être sous-traitées (prestations de service). Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R. 2193-1 et suivants du même code.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

### 10.2. Groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions des articles R. 2142-19 à R. 2142-24 et R. 2142-26 du code de la commande publique précité.

Un opérateur économique ne peut présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

### 10.3. Moyens du candidat – Capacité du groupement

Les dispositions de l'article R. 2142-25 du code de la commande publique s'appliquent.

Lors de la sélection des candidats, l'appréciation des capacités du groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise pour exécuter l'accord-cadre.

## **Article 11. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE**

### 11.1. Pièces à fournir au titre de la candidature

#### 11.1.1. CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHÉ EUROPEEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Le DUME devra être complété et signé par une personne habilitée à engager la société.

#### 11.1.2. CANDIDATURE HORS DUME

Les documents à fournir sont les suivants :

1- **Une lettre de candidature** – imprimé DC1 joint ou équivalent – signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique.

**2- Une déclaration sur l'honneur du candidat**, signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique, au sens de l'article L. 2142-1 du code de la commande publique, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 dudit code.

Le document « lettre de candidature », imprimé DC1 joint, peut-être utilisé ;

3- Afin d'apprécier les capacités économiques et financières du candidat :

**une déclaration concernant le chiffre d'affaires hors taxes global et dans le domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles.**

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut-être utilisé.

Les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

4- Afin d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat :

**une liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des fournitures et/ou services.**

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

À défaut de références, le candidat est autorisé à présenter tout moyen de preuve de sa capacité technique et professionnelle qu'il juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre.

Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Des justificatifs peuvent être demandés au candidat, à tout moment de la procédure, avant l'attribution de l'accord-cadre.

## 11.2. Examen des candidatures

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution de l'accord-cadre sont éliminées.

Conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

## 11.3. Condition de remise des candidatures

### 11.3.1. DEPOT D'UNE CANDIDATURE ELECTRONIQUE

Les candidatures sont transmises exclusivement par voie électronique, via la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Les modalités pratiques de dépôt des candidatures sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques » accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide » puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

### 11.3.2. COPIE DE SAUVEGARDE

Parallèlement à l'envoi électronique, les candidats peuvent, conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du code de la commande publique, et s'ils le souhaitent, faire parvenir au pouvoir adjudicateur, dans le délai prévu pour la remise des candidatures, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique.

Cette copie est adressée :

- soit par **courrier recommandé avec demande d'avis de réception** postal à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur  
Secrétariat général  
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier  
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur  
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés  
Bureau des marchés d'équipements et de matériels  
Place Beauvau  
75 800 Paris Cedex 08

- soit par **transporteur/livreur** dans des conditions permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et sa confidentialité à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur  
Secrétariat général  
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier  
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur  
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés  
Bureau des marchés d'équipements et de matériels  
Immeuble Garance  
18 rue des Pyrénées  
75 020 Paris

Dans les deux hypothèses, les plis comportent les mentions suivantes :

- « Appel d'offres cartouches 7.62 x 35 »  
- « Copie de sauvegarde »  
- la raison sociale du candidat  
- « Ne pas ouvrir par le service courrier »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- lorsqu'une candidature électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ;

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

#### 11.3.3. ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification. Dans l'hypothèse où une copie de sauvegarde a été remise, cette copie de sauvegarde est ouverte si un programme informatique malveillant a été détecté.

#### 11.3.4. DATE ET HEURE LIMITES DE DEPOT DES CANDIDATURES

Les plis électroniques, les éventuelles copies de sauvegarde doivent être remis avant le :

**Mardi 25 novembre 2025 à 12h00**

Les envois sont effectués aux frais et risques du candidat. Ce dernier est seul responsable du moyen d'acheminement choisi et du respect des délais de remise des plis.

## Article 12. PHASE OFFRE

Lors de la seconde phase de l'appel d'offre, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera, pour les offres techniquement conformes, en application de l'article R. 2152-7 du code de la commande publique et des critères suivants pondérés en fonction de leur importance :

Lot	Pondération	
	Critère prix	Critère valeur technique
Lot 1 : Cartouches de calibre "7.62 x 35" à balle ordinaire	80 %	20 %
Lot 2 : Cartouches de calibre "7.62 x 35" à balle optimisée	30 %	70 %

## Article 13. CONSERVATION DES PLIS

Tout pli qui parviendra au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt sera considéré comme hors délai. Il sera enregistré et non ouvert. Ce pli sera conservé par l'administration.

Ces candidatures ne pourront plus être retirées et demeureront la propriété de la personne publique.

Les candidats seront informés par écrit du rejet de leur candidature.

## Article 14. ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les questions éventuelles des candidats seront exclusivement adressées au bureau des marchés d'équipements et de matériels via la PLACE.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des candidatures, pour autant qu'ils en aient fait la demande 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront envoyées via la PLACE.

Dès lors qu'une réponse pourra apporter une connaissance spécifique ou un avantage à un candidat pour la compréhension du projet, l'ensemble des candidats en sera informé via la PLACE.

Il est, en outre, précisé que les renseignements ne pourront être demandés et obtenus uniquement dans le cadre prévu par le présent règlement de la consultation et dans le respect de la stricte égalité entre les différents candidats.